

Entreprise : abolir les charges sociales

Le Nouvel Observateur, 2 mai 2013



ANTOINE VIEL,
consultant en stratégie.

Compétitivité : que faut-il faire pour aider nos entreprises ? Tel est le titre d'un récent débat qui se tint au sein de la fondation Fondapol (« *think tank libéral, progressiste et européenne* », selon leurs propres termes). Je répondrais : « Ne pas facturer "socialement" les entreprises ». Faire en sorte qu'embaucher un nouveau collaborateur ne coûte pas la moindre charge sociale à l'employeur. Que cela soit même subventionné dans certains cas (PME, secteurs sinistrés). Utopie ? Hérésie ? Non. Nécessaire changement de paradigme. Le salut de nos économies occidentales passe par ce bouleversement. Tant que nos gouvernants continueront à considérer les entreprises comme des sources de financement de leurs politiques, de nos systèmes de prévoyance et de retraite, nos entreprises souffriront, délocaliseront, fermeront... et n'embaucheront pas. Embaucher est un investissement, un acte capitaliste au sens originel du mot, une prise de risque. Sa profitabilité est certes potentiellement génératrice de richesse, mais très incertaine, et lointaine dans le temps. « Taxer socialement » l'embauche était déjà rude en période de croissance continue, durant les trente glorieuses.

Depuis le premier choc pétrolier, une telle taxation est devenue une ineptie. C'est un peu comme vouloir boire le vin avant que la jeune vigne ait donné ses premiers fruits. Pour produire le divin nectar, on apporte tout le soin nécessaire et on prend mille précautions avec la précieuse ressource qu'est la vigne, on ne l'utilise à rien d'autre qu'à sa finalité voulue. Il en va de même avec les emplois : on ne devrait pas les utiliser pour soutenir un système social. Ils devraient être exclusivement employés à créer de la richesse, à produire des biens et services. Ce n'est que la taxation sur ces biens et services produits (le bon vin résultant) qui devrait être permise. En coupant l'herbe sous le pied de nos processus de création de richesse, notre système est devenu une redoutable usine à produire du chômage à la chaîne : un cercle vicieux qui n'est pas près de s'enrayer. Peut-être faut-il une TVA à 30 %, un impôt sur les bénéfices industriels à 50 %, un impôt sur les bénéfices financiers à 70 %, une taxe sur tout produit importé ? Le salut de nos économies, c'est que les charges sur les embauches et les emplois soient ramenées à 0 %, et même en-deçà encore.